Mars 2003 N° 17

Point d'?

EIRENE
Service chrétien international pour la Paix

GVOM
Groupe Volontaires Outre-Mer



Le bel âge comme 30, comme 50, comme 20
Comme tous les âges...quand tout va bien,
Ou qu'on peut faire aller...
C'est vrai qu'à certains âges, cela va mieux qu'à d'autres.
Mais je ne me risquerais pas à dire lesquels

N'empêche que voilà 40 ans que "ça" dure.
L'idée que des jeunes aussi pouvaient partir
Que des solidarités pouvaient se partager
Que ce n'était pas forcément pour toute la vie...
Pas forcément dans une Eglise, mais avec une foi
Aujourd'hui on le sait bien et ça se fait couramment.

L'engagement dure toute la vie,
Dans ma mentalité, dans mes intérêts, dans mes disponibilités
Dans mes luttes, dans mes choix...
Qui vont participer
Au bien-être ou au mal-être
De peuples entiers, de personnes à côté de chez moi.

S'engager pour un temps, pour être pris au piège
D'un engagement long...de vie... à vie
Côtoyer des richesses humaines,
Côtoyer des misères qui me permettront
De voir celles de chez moi, ou juste à côté.
Plutôt que d'amasser des richesses trébuchantes
Ou de les poursuivre bêtement

S'engager pour soutenir des hommes et des femmes
D'un pays, qui tentent
De promouvoir quelque justice.
Etre sur place pour empêcher les abus
De ceux qui ne le souhaitent pas.
Parfois, des Nations qui ne souhaitent pas...
Que les pauvres deviennent un peu moins pauvres

Présence pour faire savoir
Et être à côté de ceux qui espèrent plus de justice.
Accompagner ceux qui souhaitent malgré les pressions,
Donner des chances, à ceux qui depuis longtemps
Sont sur les rebus et parmi les ordures des riches,

40 ans de démarquage, de non-conventionnalisme
D'essais d'être plus près des plus pauvres
Des rejetés, des sans voix (sans voies), des exclus
D'essayer de faire ce que les autres ne font pas.
Essayer de le faire autrement
Surtout de le faire avec et en tenant compte des bénéficiaires.

Mais surtout pouvoir continuer
Trouver les moyens, les idées,
Et tenir bon par rapport aux chants des sirènes
Continuer de rester centré avec les plus défavorisés.

Gilbert Zbaeren

Sommaire

Analyse

"Les enfant représentent l'avenir"

Valable universellement, cette maxime est particulièrement adaptée pour la situation du Rwanda, dont la protection des droits des enfants et leur prise en charge sous tous les aspects, représentent un réel défi pour ce pays. En collaboration avec quelques personnes engagées dans diverses initiatives pour la promotion pacifique et sociale, Goretti Mukakalisa – ancienne administratrice financière de l'AMI – et moi-même, avons organisé et pris part, en 2001, à un séminaire d'une journée ayant pour thème "la problématique de l'enfant au Rwanda". Afin d'avoir une vue d'ensemble de la situation et de connaître la position du gouvernement en la matière, nous avons invité différents représentants d'organisations oeuvrant à l'intention de la population mineure du pays, ainsi que quelques représentants des autorités.

Afin de savoir plus précisément de quel type de situation l'on parle, on distingue généralement les enfants sur la base de certains critères :

Enfants de la rue : enfants, en général des orphelins, qui vivent de la rue, qui y passent leurs journées et leurs nuits et qui n'ont pas d'autre lieu de vie.
Enfants dans la rue : enfants qui vivent dans la rue durant la journée, qui mendient ou ont d'autres activités mais qui ont une famille ou un lieu d'accueil dans lequel ils se rendent régulièrement.
Enfants à haut risque : enfants qui ont encore un ou plusieurs membres de la famille mais dont les circonstances de vie les rendent particulièrement vulnérables et susceptibles de virer dans un avenir proche à une situation où c'est la rue qui pourrait les accueillir ou qui vivent comme des orphelins (par exemple enfants dont le ou les parents normalement responsables sont en prison / enfants qui vivent avec un parent vivant lui-même dans la rue etc.).
Enfants non accompagnés : enfants chefs de ménage, sans autre forme de tutelle.

La situation actuelle

Globalement, la situation se résume comme suit:
La problématique des enfants a été aggravée après le génocide et plus particulièrement ces dernières années. De environ 3000 enfants en 1998, l'estimation se situe aujourd'hui aux alentours de 8000 enfants qui vivent de et dans la rue. Ils se regroupent souvent en gangs. A Kigali, 8 gangs ont été identifiés à ce jour. Certains enfants, bien qu'ayant un foyer, le quittent, pour diverses raisons : poussés par la pauvreté des familles, perturbés par les horreurs dont ils ont été les témoins, s'adaptant difficilement à une restructuration de la famille (mal acceptés par un ou une nouvel(le) époux/se ou exclu par le partenaire d'un frère ou d'une soeur) etc. De nombreux décès d'enfants et de mères lors des accouchements surviennent. La surcharge familiale – au Rwanda, avoir beaucoup d'enfant est traditionnellement considéré comme une force, un élément de bonheur – est l'une des causes du nombre d'enfants dans la rue. Auparavant, un enfant qui avait perdu ses parents était toujours pris en charge par la famille élargie, il n'y avait dès lors pas d'orphelins. Aujourd'hui, aux conditions de vie difficiles et à la pauvreté, s'ajoutent les suites de

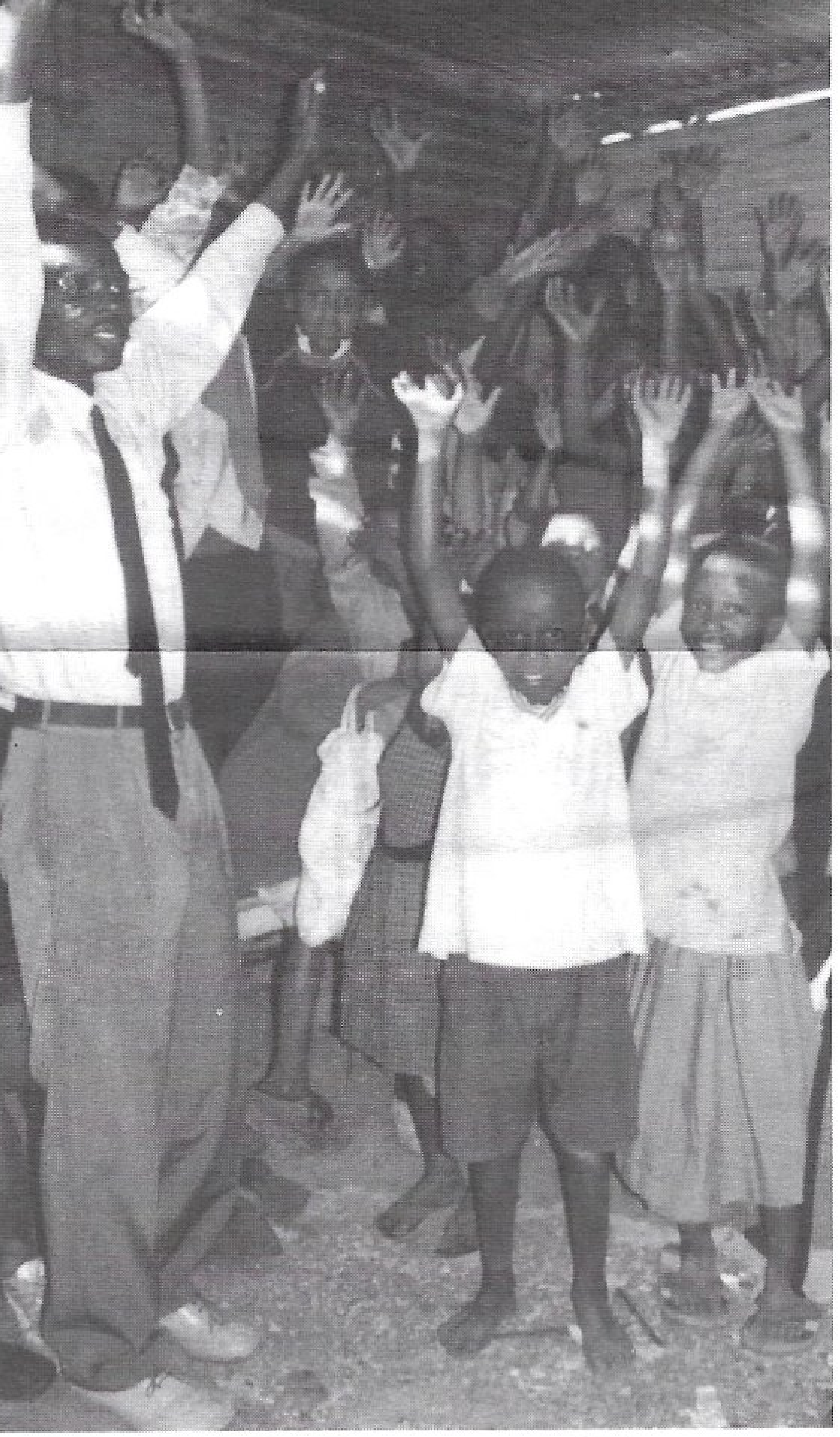


Photo: Alexandra de Pretto — Enseignant et ses élèves

la guerre, dont on peut citer les nombreux décès, l'emprisonnement de parents, la diffusion du sida, qui ne font que renforcer les obstacles auxquels doivent faire face quotidiennement les jeunes Rwandais. Ceux-ci se trouvent dès lors confrontés à toutes sortes de difficultés qu'on a peine à imaginer : impossibilité de subvenir aux besoins élémentaires (nourriture, logement, soins médicaux, scolarité ou études et autres nécessités), absence d'affection et de personne responsable de leur éducation d'où une responsabilisation précoce, marginalisation, mépris, honte (d'être orphelin du sida ou du génocide surtout pour ceux dont les parents sont en prison qui doivent affronter la stigmatisation et assumer la tâche de porter des vivres en prison) avec pour conséquence l'apparition probable de troubles psychiques, manque de confiance dans les adultes, exploitation sur le plan du travail et de la sexualité, etc.
En raison du manque d'encadrement, beaucoup d'enfants sont obligés de vivre dans la misère. La délinquance devient un mode de vie et toutes sortes d'activités de grande ampleur se développent. Le sentiment d'appartenance est puissant, l'adoption d'une culture de la mendicité ou du vol, une tentation. Les enfants sont les proies de toutes sortes d'abus, avec le risque surtout pour les filles d'être enrôlées dans des réseaux de prostitution. Les conséquences s'apparentent à un cercle vicieux : nouvelles naissances dans des circonstances de rue, nouveaux abandons, nouveaux-nés séropositifs, nouveaux enfants de la rue. La drogue représente une cause et une conséquence de la situation. Pour leur permettre de supporter mieux leur condition, la majorité des enfants vivant de et dans la rue consomment d'une manière ou d'une autre des drogues de toutes sortes (allant de la colle aux médicaments ou autres drogues "reconnues"). On n'en parle presque pas.
Le viol représente un autre problème fondamental. Particulièrement d'actualité, les cas d'enfants violés par l'un de leurs parents ou de leurs proches. Il se dit en effet que l'acte sexuel avec des petites filles représente un remède contre le sida. Les consultations médicales sont souvent réalisées trop tard, d'une part parce que les parents n'ont pas conscience de son importance et n'ont pas de moyens financiers suffisants, d'autre part parce que les médecins et infirmiers ne traitent pas forcément ces cas de manière prioritaire.

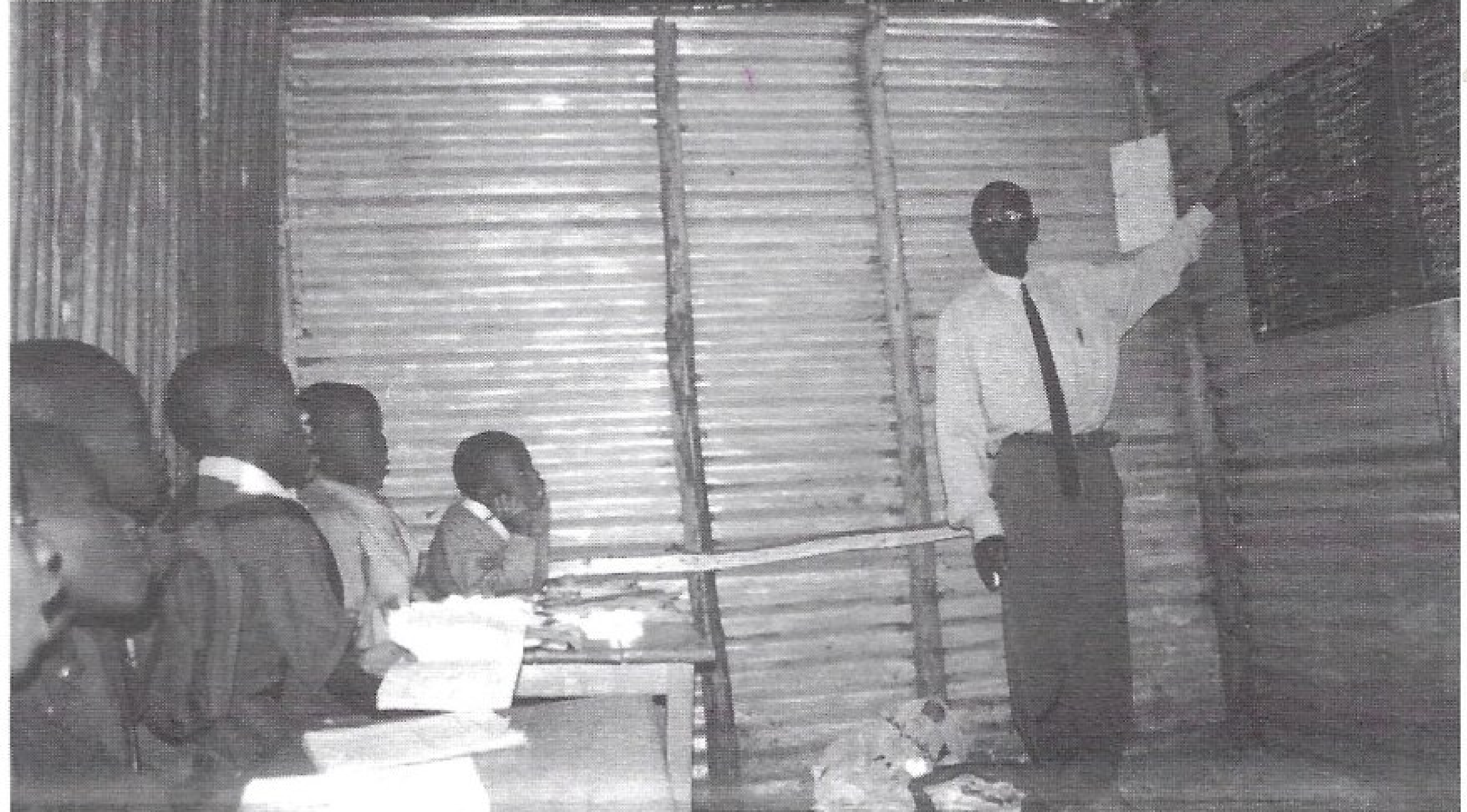


Photo: Alexandra de Pretto

salle de classe

Les lacunes en matière de prise en charge

La notion de prévention est pratiquement inconnue au Rwanda, tant en matière de violence, que de drogues, d'abus sexuels, de sida, de droits etc. L'accès à des connaissances et à l'éducation devrait commencer au niveau des parents, qui n'ont la plupart du temps pas eu la possibilité d'en recevoir. Malheureusement, de nombreux thèmes restent tabous, aussi bien en famille que dans le cadre de l'école, tels la sexualité, les drogues, le sida, même si pour ce dernier on assiste à une campagne d'information, qui toutefois n'est pas réalisée sous forme de proximité et se résume à l'implantation de centres d'information et à quelques affiches dans les rues.
Au-delà de la question de l'éducation, un certain manque de professionnalisme du personnel des divers services et organisations représente également une limite à la prise en main de cette problématique. Il semblerait que pour un certain nombre, l'intérêt financier dominerait sur la vocation pour s'engager dans ce domaine.

Quelle prise de conscience, quelles solutions ?

Victimes de nombreux préjugés, au cœur d'un pays qui fait face difficilement à sa reconstruction, la situation des enfants défavorisés du Rwanda n'est que peu prise en considération, tant par la population que par les autorités. La coordination des efforts et l'implication de toutes les composantes de la société doivent être développées. Entre autre, les structures existantes, qui fournissent déjà un grand travail, devraient pouvoir être renforcées. La réalisation d'un travail d'écoute et de prise en charge si ce n'est thérapeutique (manque de moyens), du moins psycho - sociale, la participation des enfants, le développement du planning familial devraient être des pistes à suivre.
Un énorme travail de sensibilisation du public (parents, instances étatiques et privées) doit être entrepris et a été identifié comme l'une des actions prioritaires à mettre en œuvre. L'échange d'expériences et de connaissances, au niveaux interne et externe, constitue l'un des piliers autour duquel l'effort à fournir en faveur des enfants peut se déployer. Nous espérons avoir posé les jalons d'un tel travail.

Alexandra de Preto

Le 3e cours de cuisine est terminé



La remise des attestations du 3e cours de cuisine

Le 5 décembre a eu lieu la remise des attestations aux participantes au 3e cours de cuisine pour étrangers ; cours qui a connu un grand succès, puisque nous avons dû refuser des candidats. Ce cours s'est déroulé sous la houlette de M. Ch. Muller, un cuisinier professionnel, acceptant de travailler à titre bénévole.

Douze personnes, d'origines diverses (Sri-Lanka, Vietnam, Jordanie, Congo, Chili, Equateur, Colombie et Brésil) ont passé avec succès le test théorique et pratique organisé à la fin du cours.

Voici quelques informations utiles sur :

A) le but du cours :

Lors des cours de formation à la recherche d'emploi organisés par BAT nous avons constaté que nos stages en entreprise d'une semaine ne suffisaient pas pour acquérir les connaissances pratiques nécessaires pour être à l'aise dans le travail d'aide de cuisine. Donc dans l'espoir de faciliter la recherche d'emploi dans cette branche, nous avons mis sur pied ces cours de cuisine.

B) le déroulement du cours :

1) Le Chef responsable, rencontre les participantes à la Migros, où il leur explique comment choisir des produits de bonne qualité et d'un prix avantageux, pour la préparation d'un repas équilibré.
2) Au début de la séance il insiste sur l'hygiène indispensable pour travailler en cuisine.
3) Puis, suivant ses indications et sous sa surveillance les participantes préparent le menu du jour (une entrée, un plat de résistance et un dessert).
4) A la fin de chaque séance les participantes et le cuisinier dégustent ensemble le repas ainsi préparé et, à ce moment, le cuisinier répond aux questions des "apprenties cuisinières".

Je voudrais souligner deux points:
- que les participantes ont été assidues et appliquées et
- que le "courant" a très bien passé entre les Chef et les "apprenties" ; parfois l'ambiance était tellement enthousiaste et bruyante qu'il fallait un peu calmer l'atmosphère.

Lors de la remise des attestations, le journal "Lausanne-Cités" était invité et a fait un compte rendu, avec des photos, dans le numéro du 12 décembre 2002. Le journaliste, d'autres invités ainsi que les responsables et les participantes au cours ont pu déguster un délicieux buffet exotique préparé par ces dernières qui, toutes avaient à cœur de faire découvrir au Chef les spécialités culinaires de leur pays respectifs. Belle et sympathique réussite !

Maintenant il nous tient à cœur d'organiser un 4e cours de cuisine, et notre liste d'attente s'allonge mais il faut résoudre un problème, et de taille. Le Chef cuisinier bénévole ne peut plus s'engager pour cette nouvelle formation. Pour cela nous vous adressons donc un appel. Si vous êtes ou si vous connaissez un cuisinier qui serait prêt à s'investir pour cette nouvelle formation merci de vous adresser à la soussignée. Ce cours a lieu le soir (à partir de 18 heures) à raison d'une séance par semaine pendant 10-12 semaines.

Véra Cicéron
Responsable du cours de cuisine
Tél. 021 311 29 11 le jeudi matin
ou
021 653 32 10 en fin de journée

Pour le prochain cours, nous recherchons un(e) cuisinier(ère) professionnel(le), acceptant de travailler à titre bénévole. Merci d'avance!

Plan Puebla Panamá ou l'imposition d'un mega projet

Luis Rodríguez est un ingénieur forestier costa-ricain. En temps que sylviculteur et producteur il est membre de l'association des producteurs de cacao et de bananes organiques de la région de Talamanca. Mais il a encore bien d'autres cordes à son arc: Il est conseiller de ACICAFOC en agro-écologie et il est également l'un des conseillers du député Rafael Varela (qui en tant que co-directeur de la Feria organique de San Isidro est la contraparte de Jacques et Line Pasquier).

Ces derniers temps nous entendons beaucoup parler du PPP. Qu'y-a-t'il derrière ces trois lettres ?

Il s'agit tout " simplement " d'un mega projet, le Plan Puebla Panama (PPP), qui entend englober toutes les activités humaines et étatiques de l'Amérique Centrale et du Nord de l'Amérique du sud.

Qui est derrière ce projet ? Qui en sont les initiateurs ?

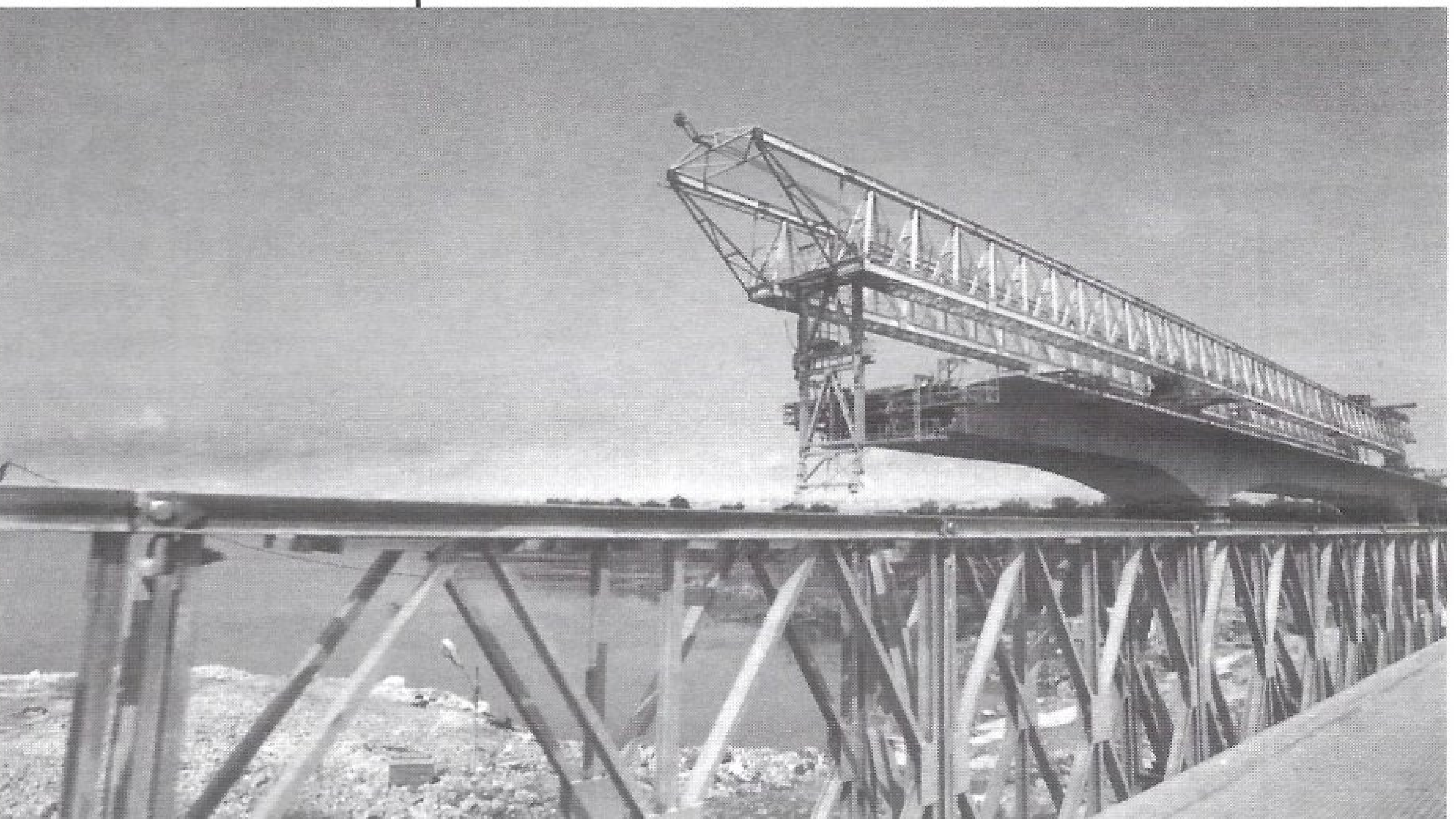
Le PPP ne peut pas s'analyser en dehors du contexte des traités de libre-échange entre les USA et le Mexique. Ce projet est aussi en relation avec la déclaration de Georges Bush senior en 1990 quand il présenta le nouvel ordre mondial.
C'est un projet qui vise la mise en réseau des infrastructures - lignes de chemin de fer, routes, ports – avec les centres de production (maquillas), les terres productives - ou de spéculation -, les matières premières ainsi que l'union des systèmes douaniers de toute la région centraméricaine dans le but unique de faciliter le flux des matières premières, des produits de consommation comestibles et non comestibles et des capitaux vers le Nord, c'est-à-dire aux Etats-Unis.

Quelles sont les perspectives ?

Les initiateurs du projet parlent de la création de plus d'un million 900 mille nouveaux emplois ce qui peut paraître très alléchant à première vue, mais en réalité les bénéficiaires seront les concessionnaires privés et les investisseurs des pays du premier monde.
Dans le concept du projet, tout est mis en œuvre pour faciliter aux investisseurs, au niveau politique régional, l'octroi des terres qui sont couvertes par le projet. On note par exemple un désir croissant de légaliser, de façon individuelle, les terres des petits producteurs. Ainsi, les petits producteurs peuvent dès à présent vendre ces terres légalement ce qui n'était pas possible avant. Ceci entraîne déjà un achat massif de terres par les entreprises privées généralement étrangères, accompagné par une grande migration des petits producteurs vers des régions à risque et/ou sans intérêt productif. La frontière agricole est repoussée toujours plus profondément dans les zones forestières qui sont d'ores et déjà mises sous pression par l'activité humaine. Quand ils ne partent pas, ces petits producteurs fournissent une main d'œuvre bon marché aux nouveaux propriétaires des terres dans les zones du PPP.

Où en est le projet à ce jour?

Cela fait déjà bien longtemps que le processus de mise en réseau a commencé et cela dans tous les secteurs. Rien qu'au Costa Rica, on comptabilise 26 projets de production hydroélectrique réalisés à des fins d'exportation d'énergie ou pour alimenter les centres de production dans les zones franches. Le tout est bien entendu dans les mains d'investisseurs privés ou de multinationales nord américaines ou européennes. On ne peut donc plus parler de projet à proprement dit.
Les légalisations des titres de propriétés se font pour le moment dans tous les pays d'Amérique centrale, et souvent les institutions accréditées pour le faire sont appuyées et financées par des instances étrangères, qui fondent leur appui sur des objectifs de développement régional. Nous avons noté au sein de ACICAFOC que les efforts majeurs ont été faits pour la légalisation des terres dans les zone géographiques incluses dans le mega projet PPP.


Photo: Babara Botti — Nouveau pont en construction

D'autres exemples viennent renforcer nos observations: Au Nicaragua, la restitution des terres aux anciens grands propriétaires expropriés après la révolution, véritable cheval de bataille des partis libéraux lors des campagnes électorales post sandiniste, n'est plus un thème porteur aujourd'hui. Aujourd'hui il est devenu très facile de s'approprier les terres des petits propriétaires nécessiteux et marginalisés.
Tous les partis au pouvoir en Amérique centrale parlent le même langage simpliste. Le discours politique officiel propage une vision de croissance économique avec les inévitables promesses de travail pour tous. On omet évidemment de mentionner à quelles conditions : Quel sera le sacrifice humain et écologique nécessaire pour réaliser ces belles promesses ? Je crois que nous assistons là à l'agression la plus forte que nous ayons connue en Amérique depuis 500 ans.

Pourriez-vous mentionner quelques impacts prévisibles du PPP ?

La liste est longue...
Les villes vont se moderniser par exemple. Certains niveaux de revenu vont augmenter, mais parallèlement on verra une accélération des différences sociales, culturelles et économiques. La classe dominante se protégera des défavorisés en se construisant des petits îlots de bien-être. On va assister à un accroissement des demandes de ressources naturelles comme l'eau ou les espaces verts, qui seront peu à peu monopolisés pour les clubs ou sites récréatifs privés de la classe favorisée. Ceci entraînera une pression sur ces ressources déjà bien rares dans beaucoup de zones urbaines de la région.



Photo: Daniel Caselli Terre-plein pour la construction d'une nouvelle maison

Le PPP aura des conséquences considérables de par son amplitude. La BID (Banque inter-américaine de développement), l'un des principaux co-financeurs de ce projet, ne prend absolument pas en considération les différences juridiques, les lois nationales de chaque pays, les différences dans le système douanier, les impacts écologiques et sociaux, etc... Les technocrates de cette institution pensent que tout doit être uniformisé afin de régire le tout d'une façon centralisée et favorable à ce projet.
Les gouvernements régionaux sont soumis à des pressions extérieures énormes afin de prendre des décisions en faveur du PPP. Actuellement, les privatisations des secteurs publics se poursuivent jours après jours.

Je sens comme une résignation chez la plupart des gens qui aimeraient agir contre ce projet : ils disent tout simplement que l'on ne peut rien faire. Quelle est votre opinion?

Je crois que nous pouvons et que nous devons faire quelque chose, surtout si nous sommes conscients que la plupart des habitants de la région seront des victimes si le PPP s'impose.

Ce comportement fataliste des gens a-t-il des chances de se transformer en actions concrètes ou en rebellion à l'encontre des gouvernements et du PPP comme nous l'avons vu au Costa Rica lors de la tentative de privatisation de l'entreprise de communication, ou bien au Brésil avec le MST ?

Aucun mega projet ne peut tenir la route s'il est uniquement le fruit de l'imagination de quelques technocrates, économistes, financiers et politiciens: Dans le cas du PPP, ces décideurs ont "oublié" de faire participer les principaux concernés à l'élaboration des projets: les habitants de la région. Ils ne les prennent pas en considération car peu leur importe l'avis de ceux-ci. Mais le PPP sera inévitablement confronté à ces réalités ignorées, à ces laisser-pour comptes, et cela se manifestera sous diverses formes de lutte.

Comment voyez-vous cela ?

Les vieilles luttes nous ont fatigués. Nous ne voulons plus nous cacher dans la jungle avec des armes. Nous avons déjà perdu trop de nos fils, avec pour seuls résultats de nourrir l'industrie de l'armement, et de pervertir et de corrompre la société.
Je crois en une nouvelle influence de la base comme celle que soutient ACICAFOC, et cela avec une envergure telle qu'il ne sera pas possible aux défenseurs du PPP de l'ignorer. Je crois que dans la lutte contre ce type de projets, les mouvements partis de la base se trouveront renforcés. Ils seront poussés à affronter les effets de la globalisation, et cela ensemble et de façon créative, comme peuvent le laisser espérer les réunions du Forum social mondial au Brésil. Je pense qu'on verra de plus en plus des travaux de conscientisation et d'actions contre les politiciens corrompus, comme au Nicaragua. On va assister à la naissances de nouveaux partis politiques plus transparents, tel le PAC au Costa Rica qui est plus responsable vis-à-vis du peuple et opposé aux leaders traditionnels véreux.
Oui, je crois en une nouvelle maturité politique comme forme de résistance.

Alors il n'y a pas de fatalisme latent !!!!

Non, je ne crois pas.
Nous sommes à l'aurore de nouvelles formes de lutte, appuyées d'une manière ou d'une autre par un nombre croissant de personnes, conscientes jour après jour de la valeur de cette lutte. Cette lutte pacifique ne s'arrêtera pas, parce qu'elle est constructive et humaniste et qu'elle considère l'individu comme acteur principal.
Nous nous éloignons des formes sectaires des luttes dans tous domaines pour rencontrer une interaction positive et constructive, s'opposant ainsi aux vieux schémas d'exploitation irrationnels.
Tout cela parce que les mega projets comme le PPP favorisent une nouvelle prise de conscience, et prouvent jour après jour que leur vision du développement est erronée.
Les seuls qui ne s'en sont pas rendu compte sont les pères de ces projets qui ignorent les acteurs impliqués, ou les considèrent comme de simples marionnettes malléables et bon marché.

Et pour conclure ?...

Je suis plus optimiste que jamais, mais nous devons être créatifs. Aujourd'hui, je suis dans la lutte avec plus d'énergie qu'hier. J'y trouve une raison de croire et d'espérer.

... Peut-être est-ce justement grâce à ces mega projets...

Propos recueillis par Fredy Geiser

Préparation

Patience et longueur de temps...

Il est bien difficile d'être patient, surtout lorsque l'on s'est mis dans la tête de vouloir partir en mission volontaire. Cette envie d'aider, d'aller porter son soutien aux plus démunis, d'agir en direct sur le terrain, avec toute l'idéalisation de la mission volontaire et l'aura qu'elle dégage, ça peut vraiment vous remplir le crâne... Et c'est tout à coup là, maintenant, tout de suite que l'on veut se lancer !
(Non pas que l'idée me soit tombée dessus subitement. Au contraire, cette idée a germé dans ma tête il y a longtemps déjà : une fois, dans mon existence, j'aimerais vivre cette expérience.)

Malgré l'exercice de la patience que j'ai développé jusqu'ici, autant dans ma profession qu'à travers mes différents voyages en Amérique latine, c'est avec impatience que se sont déroulés mes premiers contacts avec GVOM. Pour apprendre à se connaître, GVOM propose effectivement aux nouveaux candidats-volontaires de suivre les réunions mensuelles du comité, ce que j'ai fait. Depuis, le temps s'est écoulé, les réunions GVOM se sont succédées et je me rends compte du chemin déjà parcouru et de ce que cela m'a apporté. Car pour moi aussi, il est important de savoir à qui je m'adresse avant de m'engager, et c'est au travers de ces réunions que j'ai appris à découvrir GVOM, ses membres, sa manière de fonctionner. Il me semble primordial de pouvoir se rendre compte du travail qui est exécuté ici et de connaître l'équipe qui fait fonctionner la structure en Suisse et grâce à qui la mission et l'échange Nord-Sud sont possibles.


Carole Buccella

Avant un potentiel départ, cette succession de réunions permet également de se familiariser, d'une certaine manière, avec les différents partenaires et pays du Sud avec lesquels GVOM travaille, et donc les destinations possibles pour le candidat-volontaire.
Chaque réunion est l'occasion de nouvelles rencontres toujours intéressantes : les volontaires de passage ou de retour nous rapportant leurs expériences; ceux sur le point de partir et en train de régler les derniers détails, avec leurs questions bien concrètes. C'est aussi l'occasion de saisir les problèmes qui surgissent ici et là-bas, la réalité liée aux missions, que l'on aurait tendance à ignorer dans le "rêve" du volontaire !

Ces rencontres peuvent avoir l'effet de motiver chaque fois un peu plus. Ou alors permettre de se rendre compte que "ça" ne correspond pas à ce que l'on a peut-être imaginé de la mission volontaire (et mieux vaut réaliser ceci à cette étape de la démarche qu'une fois sur place!) Elles peuvent parfois frustrer, parce que l'on est toujours et encore sur le banc de ceux qui attendent l'occasion de partir. Patience, donc !

Pour moi, voilà bientôt 2 ans de partage avec GVOM, et aujourd'hui, à travers tout ce que j'ai entendu et appris, j'ai l'impression d'avoir voyagé, et en tout cas, d'avoir bien avancé.

Carole Buccella

A vos agendas

GVOM : 40 ans déjà

A cette occasion, nous avons eu envie d'organiser une fête... Un moment convivial et chaleureux qui favorisera retrouvailles et rencontres entre les personnes pour lesquelles GVOM a compté et/ou compte encore, ainsi que les personnes liées à BAT, biensûr.

Jusqu'à présent nous avons arrêté la date, **le samedi 13 septembre** (retenez-la bien dans vos agendas !), et nous savons depuis quelques jours que les festivités se dérouleront **à Cheseaux**, à la salle communale.

Nous avons aussi envoyé une pré-invitation à toutes les personnes qui sont parties avec GVOM ou qui sont proches de notre mouvement. La fête est bien évidemment ouverte aux familles et aux membres des groupes de soutien ; elle n'en sera que plus belle. Nous espérons également pouvoir inviter quelques représentants de nos partenaires du Sud.

Un petit groupe d'organisation ad hoc s'est constitué, et les bonnes volontés sont toujours les bienvenues. Si vous êtes intéressés, veuillez contacter Francis Monot, tél et fax: 021 905 20 43; e-mail: fmonot@accessit.ch. Nous vous donnerons de plus amples détails quant au programme de la journée dans le numéro de juin du bulletin. A bientôt.

B. Faidutti Lueber


Départs

Dieter est parti en janvier pour travailler avec l'Organisation de Développement de Désarmes (ODD) en Haiti pour une affectation de 3 ans. Il s'occupera de renforcer le volet vert et de promouvoir les alternatives à l'utilisation du charbon comme combustible (four solaire, biogaz). Il aura également la tâche de coordonner les activités d'Eirene en Haïti et de donner un appui institutionnel.

Rencontre

Région des grands lacs

Promouvoir la paix par des projets d'intérêt commun.

Du 21 au 26 avril sera organisé à Genève une rencontre réunissant un trentaine des ressortissants de la région des grands lacs (Burundi, Congo, Rwanda). Cette rencontre est l'aboutissement d'une réflexion initiée, voici deux ans, par Eirene-CH dont le président est lui-même originaire de la région des grands lacs, en collaboration avec la COTMEC (commission tiers-monde de l'Eglise catholique).

Deux ans de concertation, d'échanges et de discussion entre personnes issues de différentes communautés ethniques et partageant le même souci de recherche d'un mieux vivre ensemble dans la région des grands lacs

- L'objectif premier de la rencontre est la réflexion autour du "comment" renouer et consolider le lien social autour d'activités qui privilégient l'intérêt commun au-delà des barrières ethniques et/ou nationales. En second lieu, étudier les possibilités d'une mise en place d'un réseau d'acteurs agissant sur plusieurs niveaux, localement ou sur le plan international, dans le but d'appuyer des projets sociaux, localement et si possible dans la diaspora. Ces projets, existants ou à créer, sont sensés répondre aux attentes objectives des personnes en même temps qu'ils participent à la promotion de la paix. La démarche mise sur l'efficacité des expériences tentées sur le terrain, desquelles il sera tiré des conclusions. Elle procède par paliers: Expérimentation, évaluation, conceptualisation. Le fonctionnement du réseau s'appuiera sur un certain nombre de critères éthiques dont l'essentiel sera inscrit dans une charte qui sera soumise au respect de chaque membre.

En marge de la rencontre, il sera organisé une conférence grand public le 24 avril ainsi qu'une fête le 26 avril. Vous pouvez obtenir des précisions sur ces deux manifestations auprès de la coordination d'Eirene/Suisse; François et Nadja Godi-Glatz, Tél. 021 887 88 12 Courriel: eirenesuisse@vtx.ch

De la rencontre, il est attendu une réponse à la question capitale suivante: Comment dominer et dépasser les clivages ethniques considérés comme le noeud à l'origine des conflits? Pour y parvenir, le groupe tentera au préalable d'interroger l'histoire, de remonter aux racines de l'ethnisme et déterminer les causes à l'origine de la crise. (Approche historique), d'examiner les mythes et les valeurs, les "dits" et les "non-dits" qui fixent les schémas des représentations et influencent les comportements. (Approche culturelle), de décrypter le discours dominant, analyser le fonctionnement de la société, le rapport au pouvoir et réfléchir sur le sens et le rôle des institutions (approche socio-politique), enfin, d'examiner les facteurs aggravant de la crise: appauvrissement de la population (facteur économique), perversion des valeurs et perte des repères (facteur psychologique et spirituel) le poids de l'histoire et les relations avec les autres pays, les autres sociétés (facteur politique) etc.
Un des buts de cet exercice est d'établir notamment une différence entre les causes et les conséquences de la crise.

- Dans un deuxième temps, le groupe procédera à la sélection des secteurs considérés comme prioritaires, dans lesquels l'action sera engagée. Une importance particulière sera naturellement accordée à l'éducation, à la formation et à la sensibilisation, ainsi qu'à la production artistique et culturelle.

- Dans une société en crise, où l'activité, pour une frange importante de la population, se résume à la lutte pour la survie, il faut savoir rejoindre les gens dans leurs préoccupations quotidiennes, leurs intérêts objectifs. Oeuvrer pour la paix c'est donc aussi soutenir les multiples initiatives développées au niveau de la base en guise de réponse à la crise. Ainsi l'on parvient à croiser l'intérêt des individus tout en leur offrant les moyens d'avoir une meilleure prise sur les événements qui les concernent.

- Deux questions se faisant écho devront toujours accompagner, en filigrane, le choix et le développement des activités:
1. En quoi l'activité X participe-t-elle à la promotion de la paix?
2. En quoi la paix s'avère-t-elle indispensable au développement de l'activité X ?

Justin M. Kahamaile

Changement d'adresse
Cécile Hétault
Ch. de la Prairie 9
1720 Corminboeuf

JAB 2300 La Chaux-de-Fonds

Béatrice FAIDUTTI LUEBER
Chemin du Daru 25
1228 PLAN-LES-OUATES



Là où finit le droit, commence la tyrannie

John Locke

N'oubliez pas de payer votre cotisation, merci.

Adresses

GVOM: B. Faidutti Lueber, Ch. du Daru 25, 1228 Plan-les-Ouates
EIRENE-CH: N. et F. Godi-Glatz Consulting, Ch. du Franoz 11, 1038 Bercher
Web: www.gvom.ch
Abonnements: 4 parutions par an: Frs 12.-- Abonnement de soutien au journal: Frs 20.--
Cotisation annuelle EIRENE-CH: Frs 50.--
Rédactrices: B. Faidutti Lueber, N. Godi-Glatz
Ont participé à ce numéro:
Textes: N. Godi-Glatz, B. Faidutti Lueber, A. de Preto, G. Zbaeren, V. Ciréron, F. Geiser, C. Buccela, J.M. Kahamaile
Photos: D. Caselli, A. de Preto, B. Botti, BAT
Imprimerie: Rapidoffset, Le Locle
Maquette: A. Monard, La Chaux-de-Fonds
Journal adressé aux membres GVOM et EIRENE ainsi que sur abonnement
Comptes de chèque: GVOM, CCP Lausanne 10-20968-7 EIRENE, CCP La Chaux-de-Fonds 23-5046-2